cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 15 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
M. Florian BOUQETYB, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : Bobigny (Seine-St-Denis)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne du candidat tête de liste, déposé le 22 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par le candidat tête de liste ;
- la requête n° 2606946-8 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Montreuil ;
- les courriers adressés au candidat tête de liste :
  - lettre n° 71948 LRAR en date du 15 juin 2026 et ses réponses reçues les 26 juin 2026 et 29 juin 2026 ;
  - lettre n° 72754 LRAR en date du 23 juin 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 72 390 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 20 636 euros et un montant de recettes déclarées de 20 650 euros dont 12 250 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Il y a lieu de diminuer les dépenses et les recettes déclarées de 2 861 euros, somme correspondant à des frais d'impression de la campagne officielle, tels que définis par l'article R. 39 du code électoral, et qui, en application des dispositions de l'article L. 52-12 dudit code, n'ont pas à figurer au compte de campagne.

En application des dispositions de l'article L. 52-12 du code électoral, seules les dépenses engagées ou effectuées en vue de l'élection et spécifiquement destinées à l'obtention des suffrages sont imputables au compte de campagne. Ainsi, ne doivent pas figurer au compte les dépenses qui, bien qu'engagées pendant la campagne, n'ont pas cette finalité. Il y a lieu, par suite,

de retrancher du compte, en dépenses et en recettes, la somme totale de 1 117 euros, correspondant à des frais de restauration de l'équipe de campagne, pour 717 euros, et à l'intervention d'un commissaire de justice, pour 400 euros.

Il résulte de ce qui précède que le compte de campagne s'établit en dépenses à 16 658 euros, et en recettes à 16 672 euros, dont 8 272 euros d'apport personnel.

Sur le montant du remboursement et de la dévolution :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre le candidat est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 34 386 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 16 658 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement et diminué de l'excédent du compte de 14 euros, soit 8 258 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par l'État doit être arrêté à la somme de 8 258 euros.

Le compte de campagne présente un solde positif de 14 euros inférieur au montant de l'apport personnel du candidat. En application des dispositions des articles L. 52-5 et L. 52-6 du code électoral, le solde du compte de campagne n'a pas à faire l'objet d'une dévolution.

... / ...

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de M. Florian BOUQETYB, tête de liste, est approuvé après réformation et s'établit comme suit :

en dépenses à 16 658 euros

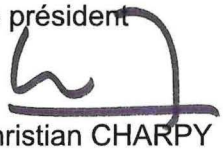
en recettes à 16 672 euros

soit un excédent de 14 euros.

- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 8 258 euros.
- Article 3 : il n'y a pas lieu pour le candidat tête de liste de procéder à une dévolution.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 15 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président



Christian CHARPY